

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

Acheteur

L'État, par le biais de certains services et établissements publics constitués en groupement de commandes permanent par convention constitutive du 23 décembre 2021.

Objet de la consultation

FOURNITURE ET LIVRAISON DE MATÉRIELS INFORMATIQUES DE BUREAUTIQUE

Représentant de l'acheteur et coordonnateur du groupement de commande

Monsieur le Préfet de La Réunion ou son représentant

Service d'appui au coordonnateur du groupement de commande

Secrétariat général commun de La Réunion (SGC)
Service interministériel de l'achat public (SIAP)
6, rue des Messageries CS 51079 - 97404 SAINT-DENIS CEDEX
Téléphone : 0262 40 77 35 / 0262 40 75 13
Adresse électronique : sgc-siap@reunion.gouv.fr

Le présent CCAP comporte 29 pages

Table des matières

ARTICLE 1. DÉFINITIONS.....	5
ARTICLE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
2.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	5
2.2. ALLOTISSEMENT.....	6
2.3. FORME DU MARCHÉ.....	6
2.3.1. Forme de l'accord-cadre.....	6
2.4. LIEU D'EXÉCUTION.....	7
2.5. DURÉE DE VALIDITÉ.....	7
2.6. PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE.....	7
ARTICLE 3. SOUS-TRAITANCE.....	7
ARTICLE 4. OBLIGATIONS DES PARTIES.....	8
4.1. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS.....	8
4.2. OBLIGATIONS DU SERVICE BÉNÉFICIAIRE.....	8
4.3. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DU TITULAIRE.....	8
4.3.1. Représentation du titulaire.....	8
4.3.2. Obligations fiscales et sociales droit du travail.....	8
4.3.3. Obligations en matière de protection des salariés et de conditions de travail.....	9
4.3.4. Modification interne.....	9
4.3.5. Changement de titulaire.....	9
4.4. OBLIGATIONS LIÉES À L'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	9
ARTICLE 5. RÉUNION ET SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	10
5.1. RÉUNION PRÉPARATOIRE AU DÉMARRAGE DU MARCHÉ.....	10
5.2. RÉUNIONS D'INCIDENTS D'EXÉCUTION.....	10
5.3. PILOTAGE.....	10
5.3.1. Pilotage de l'accord-cadre entre service acheteur et services bénéficiaires.....	10
5.3.2. Pilotage administratif.....	10
ARTICLE 6. CONFIDENTIALITÉ-DONNÉES PERSONNELLES.....	11
6.1. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITÉ.....	11
6.2. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	11
ARTICLE 7. PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	11
7.1. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ÉTRANGERS OU DE TRAVAILLEURS DÉTACHÉS.....	11
7.1.1. Intervenants étrangers.....	11
7.1.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....	12
ARTICLE 8. PRIX ET RÈGLEMENT DU MARCHÉ.....	12
8.1. PRIX ET RÉVISION.....	12
8.1.1. Mois d'établissement des prix du marché.....	13
8.1.2. Révision dans les prix.....	13
8.1.3. Clause butoir.....	13

8.2. REMISE ET OFFRES PROMOTIONNELLES.....	13
8.3. MODALITÉS FINANCIÈRES POUR CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES.....	13
8.4. AVANCE.....	14
ARTICLE 9. MODALITÉS D'EXÉCUTION OPÉRATIONNELLES.....	15
9.1. PASSATION DES BONS DE COMMANDE.....	15
9.2. RÉCEPTION DES COMMANDES.....	15
9.3. CONDITIONS DE LIVRAISON.....	15
9.3.1. Délai de livraison.....	16
9.3.2. Responsabilité du titulaire.....	16
9.3.3. Conditionnement.....	16
9.4. DÉLAI DE RÉPARATION.....	16
9.5. REPRISE DU MATÉRIEL.....	17
9.6. RUPTURE DÉFINITIVE D'UN MATÉRIEL DU TITULAIRE.....	17
9.7. RESPONSABILITÉ DU FOURNISSEUR.....	17
ARTICLE 10. MODALITÉS FINANCIÈRES - ÉTABLISSEMENT DES FACTURES.....	18
10.1. UNITÉ MONÉTAIRE.....	18
10.2. FACTURATION.....	18
10.3. MODALITÉS DE TRANSMISSION DES FACTURES.....	18
10.4. CESSIION DE CRÉANCES.....	19
10.5. APPLICATION DE LA TAXE À LA VALEUR AJOUTÉE.....	19
10.6. PAIEMENT PAR CARTE D'ACHAT.....	19
ARTICLE 11. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION ET ADMISSION - GARANTIES.....	20
11.1. NATURE DES VÉRIFICATIONS.....	20
11.2. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION.....	20
11.3. DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATION.....	20
11.4. TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ.....	20
11.5. DOCUMENTATION TECHNIQUE.....	20
11.6. GARANTIE / SERVICE APRÈS-VENTE.....	20
11.7. PROCESSUS DE REMISE EN SERVICE DU MATÉRIEL.....	21
11.8. GARANTIE DES VICES CACHÉS.....	21
ARTICLE 12. PÉNALITÉS.....	21
12.1. PÉNALITÉS POUR RETARD DE LIVRAISON OU DE LIVRAISON DE COMMANDES INCOMPLÈTES.....	21
12.2. PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DU DÉLAI DE REMISE EN SERVICE DU MATÉRIEL.....	21
12.3. PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DU DÉLAI DE PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS DE SUBSTITUTION.....	22
12.4. PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DE LA CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	22
12.5. PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DE L'OBLIGATION FISCALES ET SOCIALES.....	22
12.6. AUTRES PÉNALITÉS.....	22

ARTICLE 13. ACHAT RESPONSABLE.....	22
13.1. CLAUSES SOCIALES.....	22
13.1.1. Traçabilité sociale / origine des produits.....	22
13.1.2. Action d’insertion par l’activité économique.....	23
13.2. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	23
13.2.1. BEGES.....	23
13.2.2. Fiabilité et transparence des informations sur la qualité environnementale et sociale des produits.....	23
13.2.3. Clause de progrès.....	24
ARTICLE 14. MODALITÉS D’ACCÈS.....	24
ARTICLE 15. REDRESSEMENT JUDICIAIRE – LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	24
ARTICLE 16. CLAUSE DE RÉEXAMEN ÉVENTUEL POUR AUGMENTATION EXCEPTIONNELLE ET TEMPORAIRE DES PRIX.....	25
ARTICLE 17. RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	25
17.1. PRINCIPES.....	25
17.2. INFORMATION DU TITULAIRE.....	26
17.3. ASSURANCES.....	26
17.4. RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES.....	26
17.5. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D’URGENCE.....	27
17.6. DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	29

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

COMMUN A TOUS LES LOTS

ARTICLE 1. DÉFINITIONS

L'acheteur est l'État.

Le représentant de l'acheteur ou représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) est la personne physique ayant qualité pour signer le marché.

Le coordonnateur du groupement de commandes est chargé de coordonner les opérations de recensement des besoins, de passation du marché et, le cas échéant, de veiller à la bonne exécution du marché pour le compte du groupement de commandes.

Le groupement de commandes est constitué des services et établissements publics de l'État appelés « **services bénéficiaires** ». Ces derniers sont chargés de l'exécution du marché pour leur(s) site(s) respectif(s).

Le responsable de site est désigné par le service bénéficiaire. Il est l'interlocuteur du titulaire pendant l'exécution du marché, pour un ou plusieurs sites données.

Le titulaire est celui qui a reçu notification du marché.

Le représentant du titulaire est la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution des prestations.

Le Code de la commande publique est le cadre normatif applicable aux procédures de passation de marchés publics depuis le 1^{er} avril 2019.

ARTICLE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet la **fourniture et livraison de matériels informatiques de bureautique** pour certains services et établissements publics de l'État à La Réunion qui se sont constitués en groupement de commandes permanent par convention constitutive du 23 décembre 2021.

L'accord-cadre est un marché de **fournitures courantes** et est conclu et notifié par le préfet de la région Réunion.

Code CPV : 30214000

L'ensemble des services et établissements publics de l'État énumérés ci-après, membres du groupement de commande permanent et adhérents au marché, constitue, au sens de celui-ci, les « services bénéficiaires » :

1. la préfecture de La Réunion,
2. le secrétariat général commun,
3. la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL),
4. la direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS),
5. la direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de La Réunion (DAAF),
6. la direction des affaires culturelles de La Réunion (DAC),
7. la direction de la mer du sud de l'Océan Indien (DMSOI),
8. l'antenne RAID

9. la direction de la sécurité de l'aviation civile de l'Océan Indien (DSAC OI),
10. le service de la navigation aérienne de l'Océan Indien (SNA OI),
11. le service national d'ingénierie aéroportuaire (SNIA),
12. le service de navigation aérienne (SNA),
13. le secrétariat inter-régional océan indien (SIR-OI),
14. le centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS),
15. la direction régionale des finances publiques (DRFIP),
16. la direction régionale des douanes et des droits indirects (DRDDI),
17. la direction territoriale de la police nationale (DTPN),
18. la maison d'arrêt de Saint-Pierre
19. le MININT 974,
20. le rectorat de l'Académie de La Réunion,
21. Le régiment du service militaire adapté de La Réunion (RSMA R)
22. le secrétariat général pour l'administration de la police (SGAP),
23. le secrétariat général du Ministère de la Justice
24. le service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP),
25. les terres australes et antarctiques françaises (TAAF)

2.2. ALLOTISSEMENT

Le besoin homogène de fournitures est alloti, la consultation porte sur 3 lots désignés ci-après qui seront traités par **marchés à lots séparés** :

LOTS	Désignation des lots
Lot 1	Ordinateurs fixes
Lot 2	Ordinateurs portables
Lot 3	Écrans

2.3. FORME DU MARCHÉ

2.3.1. Forme de l'accord-cadre

Chaque lot de l'accord-cadre est mono-attributaire.

En application de l'article R2162-4 du code de la commande publique, la consultation donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre alloti **sans minimum et avec les maximums** suivants :

LOTS	Montant maximum (HT)
1	2 130 000 € HT
2	4 761 000 € HT
3	2 063 000 € HT

=> Les montants maximums de l'accord-cadre s'entendent pour la **durée totale du marché**, reconductions comprises (tous services confondus). Ce **montant maximal** correspond au **double du montant estimatif**.

L'accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Le titulaire du lot informe l'acheteur lorsque le montant atteint représente 70 % du montant maximum de chaque lot.

2.4. LIEU D'EXÉCUTION

Ce marché de **fourniture** est exécuté à La Réunion.

2.5. DURÉE DE VALIDITÉ

L'accord-cadre est conclu pour une période de **24 mois** à compter du **1^{er} avril 2025** ou à compter de la notification si cette date est postérieure.

Le marché est renouvelable **deux (2) fois par reconduction tacite** pour une nouvelle période de 12 mois à chaque fois.

Si le RPA ne souhaite pas reconduire le marché, il doit se prononcer au moins 2 mois avant la fin de la période en cours.

En cas de silence gardé par le pouvoir adjudicateur dans ce délai, la reconduction du marché est tacite et le titulaire ne peut la refuser.

2.6. PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est régi par les documents mentionnés ci-après, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

– l'**Acte d'Engagement de l'accord-cadre et son annexe** :

- Annexe 1 : Le bordereau des prix unitaires fixant les prix unitaires

– le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**

– le **Cahier des Clauses Techniques Particulières applicable (CCTP)**

– le **Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et de Services** approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;

– l'**offre technique** :

- Les cadres de réponse technique du titulaire du marché

– les éventuels **actes spéciaux de sous-traitance** et leurs décisions modificatives postérieures à la notification de l'accord-cadre, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;

Toute clause portée sur une documentation transmise par le titulaire relevant de ses conditions générales de vente est réputée non écrite.

ARTICLE 3. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est autorisé à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations d'un montant supérieur à 600 euros (article [Article R2193-10](#) du code de la commande publique).

L'entreprise sous-traitante doit obligatoirement être acceptée préalablement à son intervention et ses conditions de paiement agréées par le service bénéficiaire de l'accord-cadre.

La présentation du sous-traitant peut intervenir au stade du dépôt de la candidature et de l'offre. En cours d'exécution du marché, les déclarations de sous-traitance sont soumises au formalisme décrit aux articles R. 2193-3 à 22 du code de la commande publique. Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 10 du CCAP.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance font l'objet d'un acte spécial téléchargeable sur le site :

http://www.economie.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/formulaire.

Cela consiste à demander au service bénéficiaire de l'accord-cadre, l'établissement d'un acte spécial. La présentation s'effectue grâce au formulaire DC4.

Toute sous-traitance occulte peut être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire du marché.

ARTICLE 4. OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

La notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse électronique des parties, mentionnée dans les documents particuliers du marché.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

4.2. OBLIGATIONS DU SERVICE BÉNÉFICIAIRE

Dès la notification du marché, le service bénéficiaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le service bénéficiaire.

4.3. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DU TITULAIRE

4.3.1. Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur unique, habilité à le représenter auprès du service bénéficiaire, pour les besoins de l'exécution du marché. Le cas échéant, d'autres personnes physiques peuvent être habilités par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au service bénéficiaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire. Le remplacement temporaire ou définitif (maladie, départ de l'entreprise, etc.) de cet interlocuteur doit être immédiatement notifié aux bénéficiaires du marché. Le remplaçant doit correspondre à un profil au moins équivalent.

Le titulaire a une parfaite connaissance de l'ensemble des pièces contractuelles du marché, qu'il s'agisse de documents à caractère technique ou administratif. En cas de non-respect par le titulaire d'une quelconque de ses obligations contractuelles, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché selon les modalités prévues à l'article 17 du présent document.

4.3.2. Obligations fiscales et sociales droit du travail

Tous les six mois, et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, le titulaire de l'accord- cadre s'acquitte spontanément auprès du représentant de l'acheteur des formalités mentionnées aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail relative aux obligations mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne, e-attestation, mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com..>

En cas de changement de plateforme pendant la durée du marché, l'acheteur en informe le titulaire.

Après mise en demeure restée infructueuse, des **pénalités** peuvent être appliquées au titulaire comme précisé à l'article 12.5 du CCAP.

4.3.3. Obligations en matière de protection des salariés et de conditions de travail

Le titulaire s'engage à ne pas contrevenir à la réglementation du travail, sous peine de résiliation du marché à ses torts sans indemnité conformément aux stipulations de l'article 17 du CCAP.

4.3.4. Modification interne

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au coordonnateur du groupement de commandes les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- à ses coordonnées bancaires,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

4.3.5. Changement de titulaire

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait suite à une opération de restructuration, le marché peut être modifié par avenant de transfert, à une triple condition :

- que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles,
- que cette cession ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence,
- que le nouveau titulaire remplisse les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

4.4. OBLIGATIONS LIÉES À L'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Le titulaire du marché est soumis à une **obligation de résultat** quant à la qualité des prestations objet du marché ainsi qu'au respect des délais d'exécution prescrits. Le titulaire s'engage donc à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires – notamment humains, organisationnels et techniques – pour l'obtention du résultat défini au CCTP.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble de ses obligations vis-à-vis de l'administration. Si le résultat n'est pas atteint, il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires, à ses frais et sans augmentation des prix à l'acte d'engagement, pour l'exécution d'une prestation conforme. Il ne pourra invoquer au cours de l'exécution du marché sa méconnaissance de telle ou telle caractéristique pour réclamer des suppléments au moment de l'intervention.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations dans le respect complet des normes, textes techniques, législatifs et/ou réglementaires en vigueur au jour de l'intervention et des règles de l'art de la profession ; ainsi que dans le respect de la périodicité définie.

Le titulaire devra, pendant toute la durée du marché, livrer des marchandises en tous points conformes aux spécifications du CCAP, du CCTP et du BPU.

Toutefois, ce dernier peut être autorisé à procéder à des modifications non substantielles desdits produits, notamment en cas de pénurie ou de disparition avérées de certaines références dans les conditions définies à l'article 9.6 du CCAP.

ARTICLE 5. RÉUNION ET SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ

5.1. RÉUNION PRÉPARATOIRE AU DÉMARRAGE DU MARCHÉ

Suite à la notification du marché, le coordonnateur du groupement de commande organise une réunion de présentation du marché aux services bénéficiaires en présence du titulaire. Il en informe le titulaire avec préavis de 4 jours afin de lui permettre de désigner ses représentants devant participer à cette réunion.

5.2. RÉUNIONS D'INCIDENTS D'EXÉCUTION

Les problèmes d'exécutions donnent lieu à des réunions, organisées à l'initiative du service bénéficiaire. Le titulaire doit habilitier une personne compétente.

5.3. PILOTAGE

5.3.1. Pilotage de l'accord-cadre entre service acheteur et services bénéficiaires

Répartition des responsabilités entre acheteur et services bénéficiaires

	Service acheteur	Services bénéficiaires
Signature, notification de l'accord-cadre et de ses avenants, résiliation, agrément des sous-traitants le cas échéant	Pilote	
Supervision de la phase de lancement de l'accord-cadre, réunion avec les titulaires et bénéficiaire	Pilote	Contributeurs
Suivi de l'exécution de l'accord-cadre	Pilote	
Gestion et suivi d'exécution des bons de commande		Pilotes
Révision des prix	Pilote	
Application des pénalités	Pénalités de retard dans la transmission des données statistiques	Pénalités d'exécution

5.3.2. Pilotage administratif

Le titulaire transmet au coordonnateur du groupement, à une fréquence **semestrielle**, un état de son activité au sein du présent accord-cadre. Cet état d'activité comprend à minima :

- la liste des bons de commande sur BPU et HBPU émis par service et leur montant ;
- le montant total atteint depuis le début du marché et le pourcentage par rapport au montant total maximum du marché ;
- le **montant total des articles commandés issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées.**

L'absence de transmission dans les délais donnera lieu à l'application de la **pénalité de retard prévue à l'article 12.6 du CCAP.**

ARTICLE 6. CONFIDENTIALITÉ-DONNÉES PERSONNELLES

6.1. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire et le service bénéficiaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

6.2. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché.

ARTICLE 7. PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois, règlements et conventions collectives relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG-FCS.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

7.1. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ÉTRANGERS OU DE TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

7.1.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D. 8222-5 du Code du Travail, le titulaire, établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D. 8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au représentant de l'acheteur et au service bénéficiaire **la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du Code du Travail**. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D. 8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet"

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L. 1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au représentant de l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

7.1.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L. 1262-1-1 et R. 1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au représentant de l'acheteur et Services bénéficiaires les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 45.3 du CCAG-FCS.

ARTICLE 8. PRIX ET RÈGLEMENT DU MARCHÉ

8.1. PRIX ET RÉVISION

Les prix des prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des **prix unitaires du BPU** de chaque lot (annexe de l'acte d'engagement) aux **quantités réellement commandées**.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à la manutention à l'assurance, au transport et à la livraison incluant les frais de douane, de taxes à l'importation (octroi de mer et taxes additionnelles en particulier), des notices d'utilisation, de garantie et de service après-vente (y compris les services d'outils de pilotage de la maintenance « portail » et d'extranet).

L'écotaxe est applicable aux matériels qui y sont affectés conformément à la réglementation en vigueur. Elle est distincte du prix unitaire porté sur les annexes financières.

Aucune indemnité ne sera accordée au titulaire du fait des sujétions ou contraintes rencontrées en cours d'exécution de l'accord cadre.

Le titulaire est donc réputé, préalablement à la remise de son offre, avoir apprécié exactement l'importance et la particularité des prestations, les conditions d'exécution, les sujétions relatives aux lieux, à l'organisation et aux heures d'ouverture.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

8.1.1. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques de la date de remise de l'offre par le titulaire. Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS le "mois zéro" (m_0) est celui de la **date de limite de remise des offres** soit le 26 février 2025.

8.1.2. Révision dans les prix

Les prix unitaires proposés sont **fermes** et définitifs pendant les **deux premières années** d'exécution de l'accord-cadre. Ils sont ensuite révisibles annuellement sur demande écrite du titulaire au minimum deux (2) mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, et applicables à compter de celle-ci. En l'absence de demande dans ce délai, les prix initiaux resteront applicables pendant une année.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci après.

La révision est effectuée sur l'ensemble des prix figurant au BPU par ajustement des prix par **référence au tarif du titulaire**. Ce dernier devra fournir l'ensemble des justificatifs nécessaires (factures fournisseurs, etc.) visant à justifier l'impact des prix sur la marge commerciale du titulaire.

8.1.3. Clause butoir

Les prix résultant du nouveau tarif du titulaire ne peuvent pas dépasser de plus de 5 % les prix initiaux du marché.

Si un ou des prix résultant du nouveau tarif du titulaire dépassent de 5 % les prix initiaux du marché, ce ou ces prix seront ramenés aux prix initiaux du marché majorés par ce pourcentage de 5 %.

8.2. REMISE ET OFFRES PROMOTIONNELLES

Le titulaire s'engage à faire bénéficier des prix des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à sa clientèle lors de la survenance des besoins dans le cadre du marché. Ces prix s'appliquent aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle dès lors qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux conditions de l'accord-cadre.

En dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au marché.

En aucun cas, les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés offerts par rapport aux conditions initiales du marché.

8.3. MODALITÉS FINANCIÈRES POUR CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du Code de la commande publique ;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrés dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties. La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

8.4. AVANCE

Les modalités de versement de l'avance sont fixées dans les bons de commande passés par les services bénéficiaires conformément à l'article R2391-3 et suivants du Code de la commande publique.

Ainsi, pour **chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros HT** et d'une **durée d'exécution dépassant les deux mois**, une **avance peut être versée**.

L'avance correspond à 5% du montant TTC du bon de commande. Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R2351-13 du Code de la commande publique, ce taux est porté à 30% du montant TTC.

ARTICLE 9. MODALITÉS D'EXÉCUTION OPÉRATIONNELLES

9.1. PASSATION DES BONS DE COMMANDE

L'exécution du marché se fait au fur et à mesure de la survenance du besoin par l'émission de bons de commande, sans négociation ni remise en concurrence.

Chaque membre du groupement de commandes émet et suit ses propres commandes. Chaque membre du groupement est l'unique responsable de l'exécution des bons de commande émis.

Les bons de commandes pourront être adressés dès notification du marché jusqu'à son échéance. Pour les bons de commande émis au plus près de la période de fin de validité du marché, leur période d'exécution ne peut se prolonger au-delà du délai de livraison imposé dans l'article 9.3.1 du CCAP.

Les bons de commande mentionnent :

- le nom et l'adresse du membre du groupement bénéficiaire
- le numéro du marché ;
- le numéro et la date d'émission du bon de commande ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- les références et désignations des prestations associées conformément à la proposition financière du titulaire ;

- les quantités commandées
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) y compris le montant de l'éco participation ou écotaxe (le cas échéant) ;
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande ;
- le taux et le montant des taxes ;
- la date de livraison prévisionnelle ;
- l'adresse et le lieu précis de livraison du membre du groupement bénéficiaire ;
- le service et l'adresse de facturation ;
- les noms des personnes à contacter avec les coordonnées téléphoniques en charge des opérations de livraison et de réception.

9.2. RÉCEPTION DES COMMANDES

Le bon de commande est adressé au titulaire par courrier électronique et par le service compétent de chaque membre du groupement.

- Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de **48 heures (2 jours ouvrés)**, à compter de la date de réception du bon de commande, pour faire connaître ses observations éventuelles (indisponibilité des produits, rupture de stock, retard de livraison, etc.) au service émetteur du bon de commande. Passé ce délai, la commande est réputée être acceptée.
- Le titulaire convient d'une date de livraison avec le membre du groupement. Le point de départ du **délai de livraison commence à courir à 0 heure, le lendemain de la date de réception du bon de commande au titulaire.**
- Le service émetteur du bon de commande s'organise en interne pour que cette livraison soit réceptionnée à la date convenue.

9.3. CONDITIONS DE LIVRAISON

Pendant la durée du marché, la livraison sera effectuée **franco de port et d'emballage** au service et à l'adresse indiquée sur le bon de commande.

Toutefois, en cas de pluralité de commandes, le titulaire propose une date de livraison commune aux membres du groupement, permettant ainsi de **regrouper les commandes et d'améliorer son empreinte carbone.**

Les livraisons devront être effectuées par le titulaire **aux dates et heures d'ouverture des différents sites et selon les contraintes spécifiques** de chacun des membres du groupement.

Le titulaire doit prendre contact et convenir des modalités de livraison avec les responsables désignés des sites de livraison (coordonnées indiquées sur les bons de commande) au minimum **48 heures** avant la date prévue de livraison.

Les fournitures sont accompagnées du bon de livraison qui mentionnera notamment :

- l'identification du titulaire
- la date et le lieu de livraison
- le numéro de série du matériel
- le numéro et la date du bon de commande
- le nom et l'adresse du membre du groupement bénéficiaire
- la référence et la désignation des fournitures livrées
- les quantités livrées par article

Ce bon de livraison doit être impérativement signé par le service réceptionnaire.

Sur demande, les numéros de série des équipements seront communiqués par le titulaire par mail sous format CSV.

9.3.1. Délai de livraison

Les articles commandés devront être livrés dans un délai qui ne saurait être supérieur à **8 semaines**.

Si pour quelque raison que ce soit, des difficultés imprévues rendent vraisemblable l'apparition d'un retard d'exécution, le titulaire doit, dès la survenance de ses difficultés, en aviser le service bénéficiaire par tous moyens à sa disposition.

Les demandes éventuelles de prolongation de délai de livraison doivent être adressées à la personne émettrice du bon de commande. Les autorisations de prolongation de délai d'exécution ne pourront en toute hypothèse être accordées que dans des cas exceptionnels impliquant les faits de tiers, les sujétions imprévues et la force majeure.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

À défaut d'avoir obtenu un délai de prolongation, des pénalités pour retard pourront être appliquées en cas de dépassement du délai de livraison (article 12.1 du CCAP).

9.3.2. Responsabilité du titulaire

Les livraisons se font sous l'entière responsabilité du titulaire du marché, jusqu'au lieu de livraison, qu'elles soient effectuées par son propre personnel ou par un transporteur libéral.

En cas d'incident d'acheminement (disparition, détérioration, perte ou vol), le titulaire est tenu de fournir de nouveaux matériels sans coût supplémentaire.

Les matériels doivent être conformes aux commandes et livrés sur les sites indiqués sur les bons de commande.

Les livreurs doivent être équipés de matériel permettant une livraison aisée (chariot, transpalette, etc.). Pour des raisons liées à la santé et à la sécurité au travail, le titulaire ne peut requérir le concours du personnel du membre du groupement pour le déchargement et la mise en place des matériels.

Les matériels doivent être présentés à la livraison, correctement emballés dans des conditionnements permettant un contrôle rapide et non ambigu. Les emballages doivent comporter le nom du fournisseur et identifier le membre du groupement ayant émis le bon de commande ainsi que le destinataire du bon de commande.

9.3.3. Conditionnement

Le titulaire reprend ses moyens de conditionnement voire ses emballages le jour même ou lors de la prochaine livraison, en accord avec le membre du groupement, et s'engage à les recycler ou à les réutiliser.

Le fournisseur proposera autant que faire se peut des emballages secondaires et tertiaires réduits, notamment en concentrant les produits commandés dans un seul conditionnement.

9.4. DÉLAI DE RÉPARATION

À partir du signalement d'un dysfonctionnement d'un matériel, le titulaire dispose de **2 jours ouvrables** pour récupérer le matériel en panne dans les locaux de l'administration.

Il dispose de **10 jours ouvrables supplémentaires** pour réparer le matériel. À l'issue de ce délai, ou avant si le titulaire estime qu'il ne sera pas tenable, le titulaire propose à l'administration une machine identique ou supérieure, en ayant récupéré les données si possible, durant toute la phase de réparation de la machine initiale, plus une semaine ouvrable permettant ensuite à l'administration la remise des données sur la machine initiale.

À défaut de réparation ou de remplacement dans un délai total de 12 jours ouvrables à partir du signalement, des pénalités pour retard pourront être appliquées en cas de dépassement du délai de réparation (article 12.2 du CCAP).

9.5. REPRISE DU MATÉRIEL

Conformément à la réglementation en vigueur, les matériels doivent faire l'objet d'une reprise nombre pour nombre, y compris les matériels acquis durant les précédents marchés.

Cette reprise est effective que si le prix utilisé sur le bon de commande est « prix unitaire HT avec écotaxe ». Si le prix utilisé sur le bon de commande est « prix unitaire HT sans écotaxe » les matériels resteront dans les locaux de l'administration concernée.

L'enlèvement peut avoir lieu au moment de la livraison ou à une date ultérieure, définie avec le responsable du matériel.

9.6. RUPTURE DÉFINITIVE D'UN MATÉRIEL DU TITULAIRE

En cas de fin de commercialisation d'un matériel, objet d'un des lots ou postes du marché, le titulaire doit proposer au pouvoir adjudicateur un matériel ainsi que des extensions offrant des caractéristiques, des performances et des fonctionnalités au moins équivalentes ou supérieures et au prix de la proposition initiale. Le titulaire transmet sa proposition avec un descriptif technique détaillé du nouveau produit ainsi que la référence exacte du fabricant au pouvoir adjudicateur.

Dans un délai de **15 jours** à compter de la date de réception d'un bon de commande, le titulaire peut transmettre sa proposition de substitution de matériel. Le pouvoir adjudicateur fait expressément connaître sa décision dans le délai maximum **d'un (1) mois** à compter de la réception de la proposition du titulaire par l'administration.

Le délai de livraison débute à compter de la notification de la décision d'acceptation du pouvoir adjudicateur.

En cas de notification d'une décision négative du pouvoir adjudicateur, le titulaire dispose **de 15 jours** pour proposer à la personne publique un matériel ainsi que des extensions offrant des caractéristiques, des performances et des fonctionnalités au moins équivalentes ou supérieures et au prix de la proposition initiale.

En cas de livraison de matériel de substitution sans avoir au préalable demandé et obtenu l'acceptation du RPA, le titulaire encourt les pénalités définies à l'article 12.3 du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur fait expressément connaître sa décision de vérification d'aptitude dans le délai maximum d'un **(1) mois**. Si le matériel de substitution ne répond pas à des caractéristiques, des performances et des fonctionnalités au moins équivalentes ou supérieures au matériel initial, une décision de rejet sera notifiée au titulaire qui récupérera le matériel à ses frais et risques conformément à l'article 30.4 du CCAG.

La décision d'acceptation entraîne la substitution du nouveau produit à celui initialement proposé, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

9.7. RESPONSABILITÉ DU FOURNISSEUR

Conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG, les risques afférents au stockage, emballage et transport sont à la charge du titulaire et celui-ci demeure responsable de la qualité et de l'intégralité de la fourniture jusqu'à sa livraison.

Toute clause contraire mentionnée sur le bon de livraison, facture ou tout autre document, sera nulle et non avenue.

ARTICLE 10. MODALITÉS FINANCIÈRES - ÉTABLISSEMENT DES FACTURES

10.1. UNITÉ MONÉTAIRE

L'unité monétaire est l'EURO.

10.2. FACTURATION

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Les paiements des prestations sont à la charge de **chaque service bénéficiaire** qui a émis le bon de commande.

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Si le sous-traitant est déclaré, il doit lui-même déposer directement sa facture validée par le titulaire du marché sur le **portail Chorus Pro**.

En raison de la dématérialisation des factures, le titulaire intègre au niveau de ses factures, en les faisant clairement apparaître, les éventuelles réfections et pénalités adressées par le service bénéficiaire.

Chaque facture est établie **pour chacun des services bénéficiaires, en fonction des bons de commande.**

10.3. MODALITÉS DE TRANSMISSION DES FACTURES

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

Services relevant de CHORUS PRO : la transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique ainsi que :

- Le numéro de marché ;
- Le numéro de SIRET de l'État ;
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- le détail de la facturation mensuelle site par site ;
- les numéros et date de notification du marché ;
- les références et la date du bon de commande émis par le service bénéficiaire ;
- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire du titulaire, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la date d'établissement ;
- le prix total HT ;
- le prix total TTC (la TVA applicable pour des prestations réalisées à La Réunion est celle prévue à l'article 296 du Code général des impôts).

La TVA ainsi que l'écotaxe doivent être appliquées par ligne de produits. L'écotaxe est soumise à la TVA.

Les factures ne comportant pas les références de commande ne pourront être traitées et seront adressées en retour au titulaire.

Seront prises en compte, le cas échéant, les pénalités prévues à l'article 12 du CCAP.

Le paiement des dépenses intervient par virement bancaire après émission d'un mandat administratif.

10.4. CESSIION DE CRÉANCES

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions de l'article L. 2191-8 du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être cédé ou nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du Code de la commande publique est désignée dans l'Acte d'Engagement du marché.

10.5. APPLICATION DE LA TAXE À LA VALEUR AJOUTÉE

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le service bénéficiaire du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

10.6. PAIEMENT PAR CARTE D'ACHAT

La carte d'achat peut être utilisée dans le présent accord-cadre comme moyen de commande et de paiement. La mise en place du paiement par carte d'achat est faite d'un commun accord entre le service bénéficiaire et le titulaire.

Prérequis à l'exécution par carte d'achat

Afin de permettre l'exécution d'un marché par carte d'achat le titulaire doit se doter :

- d'un contrat monétique avec une banque ;
- d'une solution d'acceptation permettant le traitement des commandes passées par cartes d'achat et s'appuyant sur une solution de traitement de flux financier interopérable et notamment sur le réseau retenu par l'acheteur dans son marché d'émission de carte achat et certifié PCI-DSS;

La solution d'acceptation retenue doit permettre d'envoyer à l'établissement financier émetteur des cartes d'achat les informations suivantes :

- a) Le nom ou la raison sociale, le numéro unique d'identification de l'accepteur tel que défini à l'article 1er du décret du 16 mai 1997 ;
- b) L'identification de la carte utilisée ou de son porteur ;
- c) La date d'utilisation de la carte d'achat ;
- d) L'identification du marché ;
- e) Le montant de la créance née et, le cas échéant, l'indication de la TVA ;
- f) Le décompte des sommes dues : nature des fournitures ou services (désignation du produit, référence), prix et, le cas échéant, quantité.

Les données relatives aux cartes d'achat ne doivent pas être conservées au-delà de la transaction. la solution technique choisie ne doit donc pas imposer l'enregistrement des données des cartes d'achat (le numéro de la carte ; date d'expiration : cryptogramme visuel) dans le système informatique du titulaire ou de son prestataire.

Modalités de fonctionnement de la carte d'achat

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG de référence, les commandes pourront être passées au titulaire par tout porteur de carte d'achat au sens du décret n° 2023-209 du 27 mars 2023 et de l'instruction comptable CPAE1912209J du 29 mars 2019. Le processus carte d'achat est le suivant, pour chaque commande (à l'étape « commande » et non encore livrée) :

- 1 demande d'autorisation;
- 1 livraison;
- 1 télécollecte;
- 1 facture correspondant à chaque télécollecte;

Les télécollectes partielles ne peuvent être acceptées que sous réserve d'une référence unique d'autorisation bancaire.

ARTICLE 11. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION ET ADMISSION - GARANTIES

11.1. NATURE DES VÉRIFICATIONS

Les fournitures livrées devront être entièrement neuves et assemblées, de fabrication irréprochable, conformément à la qualité annoncée par le titulaire dans ses fiches techniques.

Chaque livraison est soumise à des contrôles quantitatifs et qualitatifs destinés à vérifier si les articles commandés répondent aux stipulations fixées dans le bon de commande et le marché.

11.2. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

Les responsables désignés par les membres du groupement de commandes bénéficiaires doivent procéder à la vérification par comptage afin de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le bon de livraison. Ils procèdent également à l'examen des emballages (étiquetage, marquage...).

Le délai imparti aux responsables désignés pour procéder aux opérations de vérification et notifier leurs décisions est fixé à quinze jours à compter de la livraison.

Le silence gardé par l'administration au-delà du délai mentionné ci-dessus équivaut à une décision de d'admission des fournitures.

11.3. DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATION

Conformément à l'article 29 du CCAG, les décisions d'admission, d'ajournement ou de rejet sont prises par les responsables désignés par les membres du groupement de commandes bénéficiaires.

11.4. TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

Conformément à l'article 31 du CCAG, le transfert de propriété prend effet à la date de la décision de d'admission des matériels.

Avant cette date, le bénéficiaire de la livraison garantit la sécurité et la sûreté du stockage des matériels sur les sites de livraison.

11.5. DOCUMENTATION TECHNIQUE

Le marché comprend la fourniture, sans supplément de prix, des drivers, des notices d'installation, d'utilisation et d'entretien élémentaire en langue française.

Ces drivers et ces notices, livrés avec le matériel en un exemplaire par appareil, doivent permettre la mise en marche et l'emploi du matériel par la personne publique.

Il convient de considérer que le matériel n'est pas livré tant que ces éléments font défaut.

11.6. GARANTIE / SERVICE APRÈS-VENTE

Les matériels, objet du présent marché, sont soumis à une garantie dont la durée est précisée dans l'article 3 du CCTP. La garantie comprend pièces, main d'œuvre et déplacements (service après-vente – SAV) pour intervention sur site.

À la demande d'un membre du groupement et après émission d'un bon de commande, la garantie des matériels peut être étendue comme précisé dans le CO4 – GENERALE du CCTP, et cela dans les mêmes conditions que supra.

Pendant la durée de la garantie, le titulaire s'engage à remettre en état ou à remplacer à ses frais les matériels qui seraient reconnus défectueux.

Conformément à l'article 33 du CCAG, la date de notification de l'admission des matériels entraîne le début de la garantie technique en ce qui concerne les caractéristiques et performances contractuelles des articles.

La garantie est exigible par recours direct du membre du groupement de commandes bénéficiaire.

11.7. PROCESSUS DE REMISE EN SERVICE DU MATÉRIEL

Les matériels confiés au titulaire, devront être remis en service ou remplacés conformément à la caractéristique obligatoire **CO4 du CCTP**. Le titulaire procédera à la **réparation** ou au **remplacement** du **matériel défectueux** dans un **délai de 10 jours ouvrables maximum**.

En cas de dépassement des délais fixés, les pénalités prévues à l'article 12.2 du CCAP pourront être appliquées sans mise en demeure préalable.

11.8. GARANTIE DES VICES CACHÉS

En complément de l'article 33 du CCAG, les fournitures livrées dans le cadre de l'exécution du présent marché sont garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 et 1648 du code civil.

ARTICLE 12. PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

D'une manière générale :

- les pénalités s'appliquent à des retards ou à des manquements dans l'exécution,
- les réfections s'appliquent à des défauts dans l'exécution.

Toutes les pénalités et réfections mentionnées ci-dessous sont appliquées sur le montant HT de la facture.

Les pénalités et réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable.

Toutefois, le délai à partir duquel sera décompté les jours de retard devra être justifié par le service par tout moyen de preuve et notamment un message informant le titulaire de la situation.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, l'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités selon les modalités précisées dans cet article.

12.1. PÉNALITÉS POUR RETARD DE LIVRAISON OU DE LIVRAISON DE COMMANDES INCOMPLÈTES

Lorsque le délai contractuel d'exécution fixé l'article 9.3.1 du CCAP est dépassé, le service bénéficiaire se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités, selon les modalités prévues à l'article 14.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG, la formule suivante est appliquée:

Livraison : $P = (V \times R) / 50$

P= montant des pénalités

R= nombre de jours de retard

V= valeur de la fourniture H.T ou net à payer sur laquelle est calculée la pénalité.

Les pénalités de retard seront déduites du montant des factures à mandater ou, en cas de dépassement, par émission d'un titre de perception.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération ne sera accordée au titulaire.

12.2. PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DU DÉLAI DE REMISE EN SERVICE DU MATÉRIEL

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.2.5 du CCAG, lorsque le délai contractuel de remise en service ou de remplacement du matériel fixé à l'article 9.3.2 du CCAP (J+2+10) est dépassé, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable des pénalités d'un montant de 50 euros H.T net à payer par jour ouvré de dépassement et par matériel concerné.

Les pénalités pour non-respect du délai de remise en service seront déduites du montant des factures à mandater ou par émission d'un titre de perception.

A l'issue de la durée contractuelle du marché, les pénalités seront appliquées par émission d'un titre de perception.

12.3. PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DU DÉLAI DE PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS DE SUBSTITUTION

En cas de non-respect du délai indiqué à l'article 9.6 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité dont le montant s'élève à 100 € par jour de dépassement.

12.4. PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DE LA CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

En cas de non-respect des obligations liées aux exigences en matière de santé environnementale, par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-FCS le titulaire subira une pénalité dans les cas suivants :

- En cas de livraison d'articles non conformes aux exigences du présent marché, il se verra appliqué au titulaire une pénalité forfaitaire fixée à 100 euros HT ;
- En cas de mauvaise gestion des emballages et des déchets d'emballages, il se verra appliqué au titulaire une pénalité forfaitaire fixée à 100 euros HT.

12.5. PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DE L'OBLIGATION FISCALES ET SOCIALES

Une pénalité peut être appliquée au titulaire, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, dans les conditions suivantes :

- le montant des pénalités est égal, au plus, à 10% du montant du contrat ;
- le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le coordonnateur du groupement peut soit appliquer les pénalités contractuelles, soit rompre le contrat, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

12.6. AUTRES PÉNALITÉS

Dès lors que des opérations à effectuer dans le cadre du présent accord-cadre sont enserrés dans des délais, tout retard peut se traduire par l'application de pénalités dues dans le cadre de l'exécution du marché.

- Retard dans la transmission de l'état d'activités : pénalités de 150 € HT par semaine et par fichier ;
- Non-respect de l'engagement pris par le titulaire sur la disponibilité des produits inscrits dans le BPU : pénalité de 100 € HT par manquement constaté.
- Non-respect de l'engagement pris par le titulaire sur les offres promotionnelles : pénalité de 100 € HT par manquement constaté ;
- Non-respect de l'engagement pris par le titulaire sur le changement de produit ou de gamme : pénalité de 100 € par manquement constaté.

ARTICLE 13. ACHAT RESPONSABLE

13.1. CLAUSES SOCIALES

13.1.1. Traçabilité sociale / origine des produits

Les équipements fournis sont fabriqués dans des conditions de travail socialement satisfaisantes. Les sites de production (y compris les sites d'extraction minière), tout au long de la chaîne de fabrication et de commercialisation, respectent notamment les 8 conventions fondamentales de [l'organisation internationale du travail](#) :

- Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948
- Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949
- Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930
- Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957
- Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973
- Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999
- Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951
- Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

13.1.2. Action d'insertion par l'activité économique

Les dispositions de ce marché ne permettent pas d'intégrer des heures d'insertion par l'activité économique.

13.2. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Les titulaires s'engagent à adopter une démarche écoresponsable dans l'exécution de leurs prestations. Cette démarche vise à limiter l'impact environnemental de son activité, notamment en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, en préservant les ressources naturelles et en minimisant la production de déchets.

Les titulaires s'engagent à informer leur personnel de l'importance de cette démarche, à organiser des actions de sensibilisation ou de formation aux éco-gestes ou au développement durable, plus largement, ainsi qu'à promouvoir des dispositifs internes de covoiturage et la formation à l'éco-conduite.

En cas de déplacements, les titulaires veillent à limiter l'impact environnemental de ceux-ci. Ils favorisent les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment le covoiturage, les véhicules à faibles émissions, les modes de transport doux ou alternatifs à la route.

De même, il est demandé aux titulaires que tous les livrables soient fournis au format numérique, modifiable et compressé, si supérieur à 2Go .

13.2.1. BEGES

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des **titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement** de communiquer à l'acheteur leur BEGES et plan de transition associé. Si tout ou partie de ces documents n'ont pas déjà été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

13.2.2. Fiabilité et transparence des informations sur la qualité environnementale et sociale des produits

Durant l'exécution du marché, les équipements fournis doivent être accompagnés des moyens de preuve relatifs à leur capacité de mise à jour, leur capacité de recyclage, leur efficacité énergétique, leurs composants et leurs émissions. Ces éléments sont fournis sur simple demande de l'acheteur durant l'exécution du marché.

Pour les équipements bénéficiant d'un label environnemental, les performances environnementales sont réputées couvertes par le label. Le titulaire est tenu de fournir, sur simple demande de l'acheteur pendant la durée du marché les certifications associées à ces labels.

Des exigences environnementales précises sont consignées à l'article 7 du CCTP. Le titulaire respecte ces exigences sans réserve aucune.

13.2.3. Clause de progrès

Les titulaires du marché sont invités à porter à la connaissance de l'acheteur toute nouvelle labellisation dont pourrait bénéficier les équipements objet du marché et ce durant toute la période d'exécution de ce dernier, étant entendu que cette nouvelle certification constitue un niveau supérieur d'exigence en matière de performance environnementale par rapport à celle dont bénéficie l'équipement au moment de l'attribution du marché.

De même, le titulaire est invité à proposer à l'acheteur, tout au long de l'exécution du marché, toute innovation apportée aux matériels et, susceptible de constituer une progression de la qualité environnementale de son offre (augmentation du taux de matériaux recyclés notamment plastique, offre en produits reconditionnés, performance énergétique accrue, etc...)

ARTICLE 14. MODALITÉS D'ACCÈS

Le personnel devra se conformer aux règles et consignes de sécurité appliquées sur les sites de livraison et se soumettre à d'éventuels contrôles.

Le titulaire doit se conformer aux exigences de certains sites dits sensibles notamment quant à la communication du casier judiciaire. Dans ces cas, le service bénéficiaire communiquera par écrit au titulaire les exigences particulières auxquelles le titulaire devra se conformer. Ces éléments, ou toute autre précision que juge nécessaire le service bénéficiaire, seront formalisés dans un document qui sera remis au titulaire.

En cas de refus de sa part, le titulaire devra répondre des agissements de ses préposés conformément aux règles de droit commun.

De même, les véhicules affectés à la prestation peuvent faire l'objet de contrôles inopinés dans les cas suivants :

- à l'entrée du site, en cas de refus du contrôle, le véhicule en question ne peut pénétrer à l'intérieur de l'enceinte publique ;
- à l'intérieur du site, sur saisine de l'autorité publique et sans qu'il puisse lui être opposé un quelconque refus de la part du titulaire ;
- dans le cadre d'une enquête judiciaire.

ARTICLE 15. REDRESSEMENT JUDICIAIRE – LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la copie du jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est adressée immédiatement par le titulaire du marché au coordonnateur du groupement de commandes. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En **cas de redressement judiciaire**, le coordonnateur du groupement de commandes adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend poursuivre l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire en cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si celui-ci est expressément autorisé par le juge-commissaire à décider de la poursuite ou de la résiliation du marché.

En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En **cas de liquidation judiciaire**, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, le coordonnateur du groupement de commandes pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice.

ARTICLE 16. CLAUSE DE RÉEXAMEN ÉVENTUEL POUR AUGMENTATION EXCEPTIONNELLE ET TEMPORAIRE DES PRIX

En application des articles L.2194-1 et R.2194-1 du Code de la commande publique et de l'article 25 sur la clause de réexamen du CCAG-FCS, la présente clause de réexamen éventuel pour augmentation exceptionnelle et temporaire des prix peut être mise en œuvre dans les conditions définies ci-après.

En cas d'augmentation exceptionnelle des coûts d'exécution du marché, résultant de circonstances extérieures aux parties, imprévisibles et conduisant le titulaire à exposer pour l'exécution du marché des sommes représentant plus de dix (10) % du prix stipulé au BPU et révisé le cas échéant conformément au présent CCP, les parties pourront décider de mettre en œuvre le présent mécanisme de réexamen **temporaire** des prix dans les conditions définies ci-après, étant précisé qu'il s'applique par ligne de BPU.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de réexamen de l'acheteur mais est initiée par le seul titulaire dans la limite d'un réexamen trimestriel ou annuel éventuel. Cette mise en œuvre unilatérale par l'acheteur est une dérogation à l'article du CCAG-FCS précédemment cité sur la clause de réexamen.

Le titulaire adresse à l'acheteur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un mémoire justifiant le dépassement du seuil précisé à l'alinéa 2 de la présente clause. A cet effet, il produit toutes les pièces justificatives permettant de démontrer l'existence de ce dépassement, de le chiffrer et de justifier de ses causes.

A la suite de la réception de cette demande et sous réserve de sa complétude, l'acheteur notifie sa décision dans un délai de trente jours. S'il entend mettre en œuvre la présente clause, il notifie dans ce délai au titulaire un ou plusieurs prix réexaminés permettant de tenir compte de l'augmentation des coûts. L'acheteur précise également dans sa décision la durée pendant laquelle les prix réexaminés sont appliqués.

Le titulaire dispose alors d'un délai de trente jours, suivant la notification des prix réexaminés, pour les accepter, étant précisé que s'il n'a pas présenté d'observation dans ce délai il est réputé avoir accepté les prix réexaminés fixés par l'acheteur.

En cas d'acceptation, les prix réexaminés s'appliquent immédiatement en lieu et place des prix du BPU pendant la durée fixée par l'acheteur. En l'absence de nouvelle demande de réexamen avant le terme de cette durée, les prix initiaux redeviennent applicables. En cas de refus, les prix initiaux demeurent applicables.

L'ensemble des prix réexaminés ainsi notifiés pourront être modifiés par l'acheteur en cas de baisse des coûts au cours de l'exécution du marché et sans l'accord préalable du titulaire. Ces prix seront les prix initiaux stipulés au BPU et, le cas échéant, révisés conformément au présent CCAP.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen éventuel pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations.

ARTICLE 17. RÉSILIATION DU MARCHÉ

17.1. PRINCIPES

Le Chapitre 7 du CCAG-FCS relatif à la résiliation du marché est applicable.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre et mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celles-ci :

- soit pour événements extérieurs au marché, dans les conditions de l'article 39 du CCAG-FCS ;
- soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG-FCS ;
- soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS. Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, la décision peut intervenir sans mise en demeure préalable. En cas de mise en demeure, celle-ci est notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

La résiliation intervient sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

- soit pour un motif d'intérêt général dans les conditions prévues à l'article 42 du CCAG-FCS. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision.

Le marché peut être résilié, sans mise en demeure et sans indemnité, dans les cas suivants :

- Pour inexactitude des renseignements : la résiliation pourra intervenir aux frais et risques du titulaire sans préavis ni indemnité pour inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail ainsi qu'en cas de refus de produire ces pièces après mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 2 mois et en cas de non-respect des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 en application de l'article L. 8222-6 du Code du travail.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

17.2. INFORMATION DU TITULAIRE

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

17.3. ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des membres du groupement et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, l'attributaire pressenti fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations émanant de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie.

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure à tout moment de produire cette attestation, sur demande du coordonnateur du groupement et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

17.4. RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES

En cas de litige résultant de l'application des clauses de l'accord-cadre et des bons de commande, la loi française est seule applicable.

En cas de différend, le service bénéficiaire ou le service interministériel de l'achat public et le titulaire peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Paris.

17.5. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. À ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser

sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG-FCS.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L. 2195-2 du Code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG-FCS, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande :

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10 % du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par l'article 46.2 du CCAG-FCS et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

17.6. DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les articles du présent CCP déroge aux articles suivants du CCAG-FCS :

Articles du CCP	Articles du CCAG
Article 8.1.1	Article 10.2.4
Article 9.2	Article 3.7.2
Article 10.6	Article 3.7.1
Articles 12 et 12.1	Articles 14.1.1. et 14.1.3
Article 12.2	Article 14.2.5
Article 12.4	Article 16.2.3
Article 17.1	Article 41.2
Article 17.3	Article 9.2

=====